

Maître
de l'ouvrage



Pôle Lycées – Direction des opérations
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Mandataire

Agissant au nom
et pour le compte
du Maître d'ouvrage



Ile-de-France Construction Durable
8, boulevard Victor Hugo
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Téléphone : 01 83 65 37 00

Etablissement

**Lycée Les Pierres Vives
Carrières-sur-Seine (78)**

Opération

Extension de capacité

N° de la
consultation

2400098

Type de Marché

☒ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☐ SERVICES

Objet du marché

**Marché de travaux Marché de travaux en
Entreprise Générale**

Document

**Règlement de la Consultation
Appel d'Offres Ouvert**

Date limite
de remise
des offres

RECEPTION DES OFFRES

REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE
13 Mai 2024 à 17h00

Affaire
suivie par

Carine NICOLAS

Téléphone :

06 22 65 18 57

DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée, préremplie grâce à votre numéro SIRET via le formulaire en ligne de candidature DUME.

SOMMAIRE

ARTICLE I – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE II – NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR.....	4
ARTICLE III – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE IV – LIEU(X) D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	5
ARTICLE V – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES.....	5
ARTICLE VI – DIVISION EN LOTS SEPARES	7
ARTICLE VII – DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE VIII – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	7
ARTICLE IX – DOCUMENTS DE LA CONSULTATION – UTILISATION DE MAXIMILIEN.....	9
ARTICLE X – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
ARTICLE XI – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	18
ARTICLE XII – CRITERES D'ATTRIBUTION	19
ARTICLE XIII – MODALITES DE REMISE DES PLIS	19
ARTICLE XIV – FORMALITES A ACCOMPLIR POUR LE SEUL ATTRIBUTAIRE (CANDIDAT INDIVIDUEL OU EN GROUPEMENT) ET LE CAS ECHEANT LES SOUS-TRAITANTS	21
<i>ANNEXE I 23</i>	
<i>Attestation de visite sur site (à joindre le cas échéant par le candidat, avec son offre).....</i>	<i>23</i>
<i>ANNEXE II Dématérialisation des procédures</i>	<i>24</i>
1) MAXIMILIEN, PROFIL D'ACHETEUR DE LA REGION	24
2) DEPOT D'UN PLI ELECTRONIQUE : RECOMMANDATIONS	24
<i>ANNEXE III Liste des pièces du DCE</i>	<i>26</i>

Article I – Identification du pouvoir adjudicateur

Région Ile-de-France
Pôle Lycées – Direction des Opérations
2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Article II – Nom et adresse officiels de l'acheteur

Entité : **Ile-de-France construction durable**, mandataire.

Adresse : 8, boulevard Victor Hugo

Code postal : 93400

Ville : Saint-Ouen-sur-Seine

Téléphone : 01 83 65 37 00

Adresse Internet de l'acheteur:

<http://www.iledefrance.fr/>

Adresse internet du profil acheteur :

<https://marches.maximilien.fr>

Article III – Objet du marché

1) Objet du marché :

Marché de travaux dans le cadre de l'extension de capacité du lycée Les Pierres Vives à Carrières-sur-Seine (78).

2) Type de marché de travaux :

☒ Exécution

☐ Conception-réalisation

3) Nomenclature : Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

	Codes	Intitulés
Objet principal :	45210000	Travaux de construction de bâtiments
Objets complémentaires : ENTREPRISE GENERALE	45110000-1 45214200-2 45112500-0 45223220-4 45262210-6 45260000-7 45421000-4 45430000-0 45442110-1 45421000-4 45421152-4 45262660-5 45310000-3	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement Travaux de construction de bâtiments scolaires Travaux de terrassement Travaux de gros œuvre Travaux de fondation Travaux de couverture Travaux de menuiserie Revêtement de sols et de murs Travaux de peinture de bâtiments Travaux de menuiserie Installation de cloisons Travaux de désamiantage Travaux d'équipement électrique

	45330000-9	Travaux de plomberie
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45112100-6	Travaux de creusement de tranchées
	39220000-0	Équipement de cuisine
	45313000-4	Travaux d'installation d'ascenseurs
	45311200-2	Travaux d'installations électriques
	45223800-4	Assemblage et montage de structures préfabriquées
	45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
	39113100-8	Fauteuils

4) Forme du marché :

☒ Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

Article IV – Lieu(x) d'exécution ou de livraison

1) Lieu(x) d'exécution :

Lycée Les Pierres Vives - 1 rue des Alouettes – 78420 Carrières-sur-Seine

2) Lieu(x) de livraison :

Lycée Les Pierres Vives - 1 rue des Alouettes – 78420 Carrières-sur-Seine

Article V – Caractéristiques principales

Nature et étendue

Le lycée Les Pierres Vives, dont la capacité initiale est de 1 200 élèves, accueille aujourd'hui plus de 1 500 élèves. Les effectifs à terme seront de 1 860 élèves, auxquels s'ajoutent les personnels (professeurs, administratifs et techniques...).

L'objectif de l'opération est de répondre à l'augmentation conséquente des effectifs dans le secteur par la construction des extensions nécessaires intégrant, également, la résorption des bâtiments modulaires.

L'opération vise également à offrir aux locaux d'enseignement et de vie scolaire existants un aménagement adapté aux pratiques actuelles. Cette intervention, permettant une extension de capacités et une mise à niveau fonctionnelle des espaces qui le nécessitent, sera complétée d'une mise à niveau technique, notamment pour ce qui concerne les toitures fuyardes, le respect du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant

du public (ERP) par un passage en 1^{ère} catégorie, l'accessibilité aux personnes en situation d'handicap et le câblage.

Les marchés de travaux ont été notifiés en décembre 2022. L'état d'avancement des travaux par lot est le suivant :

LOT	% AVANCEMENT FINANCIER
1 : GROS ŒUVRE ETENDU	15.3 %
2 : ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES	0
3 : PLOMBERIE - CVC – PAILLASSES	3.9 %
4 : EQUIPEMENTS DE CUISINE	0
5 : APPAREILS ELEVATEURS	0
6 : EQUIPEMENTS SCENIQUES	0
7 : BATIMENTS PROVISOIRES	
8 : AMENAGEMENTS PAYSAGES	1.4 %
9 : FAUTEUILS FIXES	0

Les travaux en cours, phase 1, concernent la construction d'une nouvelle aile du bâtiment F (R+1), en extension de l'aile B, côté rue, à usage de restauration et d'enseignement musical, avec une salle polyvalente utilisable de façon autonome pour des spectacles.

La livraison de ce bâtiment F était prévue, suivant le planning notifié, au 15/3/2024.

A la suite de la liquidation judiciaire du titulaire des lots 1 : GROS ŒUVRE ETENDU et 3 : PLOMBERIE - CVC – PAILLASSES, les deux marchés ont été résiliés.

Le marché de travaux du lot 9 : travaux de fauteuils a également été résilié à la suite du redressement judiciaire de l'entreprise titulaire.

Compte tenu de la nécessité de sécuriser une relance de l'opération permettant une livraison de la première phase à la rentrée 2025 pour permettre au lycée d'absorber une augmentation de capacité de plus de 300 élèves, la maîtrise d'ouvrage a souhaité relancer l'ensemble de l'opération en entreprise générale. Aussi, les lots 1 à 6 et les lots 8 et 9 ont été résiliés. La procédure de consultation du lot 7 est déclarée sans suite pour motif d'intérêt général.

Les travaux de gros œuvre du bâtiment F étaient en cours mais le gros œuvre du bâtiment F est inachevé sans hors d'eau hors d'air. Les travaux de charpente couverture, étanchéité, ravalement bardage, menuiseries extérieures ne sont pas engagés.

Le présent marché concerne la réalisation de l'ensemble des travaux restant définis par le CCAP, les CCTP et les pièces qui y sont visées.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

1) Options

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

2) Nombre et intitulé des tranches

Sans objet.

3) Variantes

☒ Non autorisées

4) Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

Sans objet.

5) Conditions particulières d'exécution du marché

Il est exigé la réalisation de certaines tâches essentielles par l'un des membres du groupement :

☐ Oui ☒ Non

6) Clause sociale d'insertion obligatoire

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la Région Île-de-France a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire

Le candidat doit réaliser dans le cadre de l'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'article 8.8 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Contact :
Stéphane MARCINIAK
Région Ile-de-France
01.53.85.52.44
<https://marches.maximilien.fr>

ATTENTION :

*LES SOUMISSIONNAIRES NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.
UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.*

Article VI – Division en lots séparés

Prestations divisées en lots : ☐ oui ☒ non

Conformément à l'article L.2113-11 2° du code de la commande publique, le marché est lancé en entreprise générale pour les raisons suivantes :

Compte tenu de l'état d'avancement des travaux, des travaux restant à réaliser avec reprise des ouvrages existants, en site occupé, et de la nécessité de sécuriser une livraison de la première phase à la rentrée 2025 pour permettre au lycée d'absorber une augmentation de capacité de plus de 300 élèves, la maîtrise d'ouvrage a décidé de relancer l'ensemble de l'opération en entreprise générale.

Article VII – Délai d'exécution

Délai d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de 32 mois, auquel s'ajoutent 12 mois de garantie de parfait achèvement (GPA), à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des travaux. Il ne comprend pas le délai de préparation de chantier fixé à 2 mois à compter de la date fixée à l'ordre de service de démarrage de la période de préparation de chantier.

A noter que les 2 mois de préparation de chantier doivent servir à la prise en connaissance des ouvrages déjà réalisés et aux études d'exécutions qui en découlent.

Date prévisionnelle de commencement des travaux : Janvier 2025 avec un début de préparation de chantier en novembre 2024.

Article VIII – Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés

▪ Avance

En application des dispositions de l'article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire (sauf en cas de refus de celui-ci précisé dans l'acte d'engagement) et sous réserve que le montant initial du marché soit supérieur à 50 000 euros HT et que le délai d'exécution soit supérieur à deux mois.

Le maître d'ouvrage demande la constitution d'une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au titulaire.

▪ **Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie bancaire à première demande au gré du titulaire. Cette garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Financement prévu par une autorisation de programme affectée par délibération de l'assemblée régionale CP 2019-513 du 20/11/2019 et n° 21-026 du 21/01/2021.

Le paiement s'effectue par mandat administratif. Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément au CCAP. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre, de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

2) Dispositions relatives au groupement d'opérateurs économiques

Sans objet- marché en entreprise générale

3) Possibilité de présenter dans le cadre de la procédure plusieurs offres par lot en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements

Les opérateurs économiques groupés peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet à l'article 3.2 de l'acte d'engagement du DCE.

Durant l'exécution du marché, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire de chacun des membres pour les obligations contractuelles à l'égard de la Région.

4) Possibilité de présenter dans le cadre de la procédure plusieurs offres par lot en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements :

☐ Oui ☒ Non

5) Réalisation d'une visite sur site

☒ oui (obligatoire pour l'entreprise générale)

Les conditions de réalisation de la visite sur site sont les suivantes :

L'inscription pour y participer est obligatoire et devra être effectuée auprès de Madame Mounia ELBAZ

Téléphone : 01 83 65 37 38

Adresses de courriers électroniques (courriels) : m.elbaz@idf-constructiondurable.fr et copie c.nicolas@idf-constructiondurable.fr

Les visites de site obligatoire à choisir sur les créneaux suivants :

Mardi 9 avril 2024 de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 sur inscription.

Jeudi 11 avril de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 sur inscription.

L'entreprise recevra une confirmation de la date de visite par courriel, visite à laquelle elle devra obligatoirement se rendre.

La réalisation de la visite sur site donne lieu à la délivrance d'une attestation que le candidat insère dans son offre. Un modèle d'attestation de visite est annexé au présent règlement de la consultation (ANNEXE I). Sans remise de cette attestation par le candidat, l'offre sera considérée comme irrégulière.

Article IX – Documents de la consultation – utilisation de Maximilien

1) Contenu du dossier de la consultation

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
A- Documents administratifs	
A0	Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none"> • Annexe I : Attestation de visite sur site • Annexe II : Dématérialisation des procédures • Annexe III : Liste des pièces
A1	Cadre d'acte d'engagement (AE)– format *PDF <ul style="list-style-type: none"> • Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance • Annexe 1B : Engagement relatif à l'insertion • Annexe 2 : Garantie à première demande garantissant le remboursement d'une avance • Annexe 3 : Garantie à première demande - Retenue de garantie • Annexe 4 : Acceptation du calendrier prévisionnel d'exécution • Annexe 5 : Calendrier général d'exécution
A2	Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) – format *PDF
A3	Cadre des décompositions de prix global et forfaitaire (DPGF) – format *XLS
PT- Pièces écrites	
PT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ NOTICE DE PRESENTATION – LYCEE ▪ NOTICE DE SECURITE – LYCEE ▪ NOTICE DE SECURITE – BD ▪ NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES – LYCEE ▪ NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES – BD ▪ NOTICE ACOUSTIQUE ▪ NOTICE FONCTIONNELLE DEMI-PENSION ▪ NOTICE STRUCTURE ▪ NOTICE TECHNIQUE VDI avec tableau des points d'accès par local ▪ ETUDES D'ECLAIRAGE ARTIFICIEL ▪ BILAN DE PUISSANCE ELECTRIQUE ▪ NOTE DE PRE-DIMENSIONNEMENT CUVE EP POUR BLOC SANITAIRES CREES ▪ NOTE DE PRE-DIMENSIONNEMENT BASSIN DE RETENTION EP ▪ MISSION ES – QE : <ul style="list-style-type: none"> ○ NOTICE ENVIRONNEMENTALE ○ CHARTE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES ○ EVALUATION DES COUTS ENTRETIEN ET MAINTENANCE ○ ANNEXES : <ul style="list-style-type: none"> CALCUL CARBONE E+C- AVEC LA FICHE RECAP CALCULS FACTEUR LUMIERE JOUR (FLJ) ET AUTONOME LUMINEUSE CALCUL RT 2012 AVEC FICHE RECAP SIMULATION THERMIQUE DYNAMIQUE (STD) ▪ CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES (C.C.T.P) <ul style="list-style-type: none"> CE n°00 – PRESCRIPTIONS GENERALES TCE CE n°01 – INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES CE n°02 – DESAMIANTEGE CE n°03 – RESTRUCTURATION – GROS ŒUVRE – MAÇONNERIE CE n°04 – CHARPENTE - COUVERTURE CE n°05 – ETANCHEITE CE n°06 – RAVALEMENT - BARDAGE CE n°07 – MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS CE n°08 – METALLERIE CE n°09 – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS CE n°10 – MENUISERIES INTERIEURES – MOBILIER FIXES CE n°11 – REVETEMENTS DE SOLS DURS - FAIENCES CE n°12 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES CE n°13 – PEINTURE CE n°14 – RESEAUX DIVERS CE n°15 – ELECTRICITE – COURANTS FORTS & FAIBLES CE n°16 – PLOMBERIE – CVC - PAILLASSES

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
	CE n°17 – EQUIPEMENTS DE CUISINE CE n°18 – APPAREILS ELEVATEURS CE n°19 – EQUIPEMENTS SCENIQUES CE n°20 – BATIMENTS PROVISOIRES CE n°21 – AMENAGEMENTS PAYSAGERS CE n°22 – FAUTEUILS ▪ PHASAGE DES TRAVAUX - PRINCIPE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ▪ TABLEAU COMPARATIF DES SURFACES PROGRAMME / PROJET
PGA- Pièces graphiques architecturales	
PGA	PLANS GENERAUX - ETAT EXISTANT 1.0PLAN DE SITUATION & PLAN DE MASSE Ech.1/1250ème & 1/1000ème 2.0CARNET DE PLANS (RDC, ETAGE & TOITURE) Ech.1/500e & 1/200e 2.1CARNET DE FACADES & COUPES Ech.1/200ème PLANS GENERAUX - ETAT PROJETE 3.0PERSPECTIVES DU PROJET Ech.sans 4.0 PLAN DE MASSE Ech.1/500ème 5.0BATIMENT A – PLAN DU RDC Ech.1/100ème 5.1BATIMENT B – PLAN DU RDC Ech.1/100ème 5.2BATIMENT C – PLAN DU RDC Ech.1/100ème 5.3BATIMENTS AB – PLAN DU 1ER ETAGE Ech.1/100ème 5.4BATIMENT C – PLAN DU 1ER ETAGE Ech.1/100ème 6.0 BATIMENT A – CARNET DES FACADES Ech.1/100ème 6.1BATIMENT B – CARNET DES FACADES Ech.1/100ème 6.2BATIMENT C – CARNET DES FACADES Ech.1/100ème 6.3BATIMENT C – CARNET DES COUPES Ech.1/100e & 1/20e 6.4BATIMENT A – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONS Ech.1/150e 6.5BATIMENT B – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONS Ech.1/150e 6.6BATIMENT C – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONS Ech.1/150e 7.0BATIMENT A – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLS Ech.1/200ème 7.1BATIMENT B – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLS Ech.1/200ème 7.2BATIMENT C – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLS Ech.1/200ème 7.3BATIMENTS ABC – CARNET DES DETAILS 8.0BATIMENT E – PLAN DU RDC ET DU SOUS-SOL Ech.1/100ème 8.1BATIMENT E – PLAN DU 1ER & DU 2E ETAGE Ech.1/100ème 8.2BATIMENT E – FACADES & COUPE CC Ech.1/100ème 8.3BATIMENT E – COUPES AA & BB Ech.1/50ème 8.4BATIMENT E – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLS Ech.1/200ème 8.5BATIMENT E – CARNET DES DETAILS Ech.1/50e & 1/20e 8.6BATIMENT E – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONS Ech.1/150e 9.0BATIMENT F – PLAN DU SOUS-SOL Ech.1/200ème 9.1BATIMENT F – PLAN DU RDC Ech.1/100ème 9.2BATIMENT F – PLAN DU 1ER ETAGE Ech.1/100ème 9.3BATIMENT F – PLAN DU 2 EME ETAGE Ech.1/100ème 9.4BATIMENT F – FACADES Ech. 1/100ème 9.5BATIMENT F – COUPES Ech.1/50ème 9.6BATIMENT F – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLS Ech.1/200ème 9.7BATIMENT F – CARNET DES DETAILS 9.8BATIMENT F – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONS Ech.1/150e 10.0BATIMENTS A à F – PLAN DE TOITURE Ech.1/200ème 11.0BATIMENTS PROVISOIRES CARNET DES PLANS, COUPES & FACADES Ech.1/100ème 12.0CARNET DE LA SIGNALETIQUE Ech.- 13.0CARNET DE PHOTOGRAPHIES DU CHANTIER DU BATIMENT F PLANS D'AMENAGEMENTS EXTERIEURS EXT 1.1ETAT EXISTANT – PLAN ETAT DES LIEUX Ech.1/250ème EXT 1.2ETAT PROJETE – PLAN TRAVAUX PRELIMINAIRES Ech.1/250ème EXT 1.3ETAT PROJETE – PLAN DE NIVELLEMENT-REJETEMENTS DE SOLS-ARROSAGE Ech.1/250ème EXT 1.4PLAN PROJETE – PLAN DE PLANTATION - MOBILIER Ech.1/250ème EXT 2.1AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 1 Ech.1/100ème EXT 2.2AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 2 Ech.1/100ème EXT 2.3AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 3 Ech.1/100ème EXT 2.4AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 4 Ech.1/100ème CARNET DES PLANS DE PRINCIPE STRUCTURE : ST01PLAN DE SITUATIONEch.1/500ème ST02BATIMENT A – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES Ech.1/200e & 1/50e ST03BATIMENT B – FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPES Ech.1/200e & 1/50e ST04BATIMENT C – FONDATIONS, COFFRAGES, COUPES, DALLAGE Ech.1/200e & 1/100e ST05BATIMENT E1 – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILS Ech.1/150e & 1/50e ST06BATIMENT E2 – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILS Ech.1/150e à 1/50e ST07BATIMENT F – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILS Ech.1/150e à 1/50e ST08PASSERELLE E2 - FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPES, DETAILS Ech.1/100e & 1/50e ST09PASSERELLE & GALERIE DE LIAISON F - FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPES, DETAILS Ech.1/100ème ST10AMENAGEMENTS DU PARVIS – ABRIS VELO – AUVENT Ech.1/100ème ST11BATIMENTS PROVISOIRES BLOCS 1 & 2 - FONDATIONS Ech.1/100ème
PGT- Pièces graphiques techniques	

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
PGT	<p>PLANS DE PRINCIPE D'EQUIPEMENTS DE CUISINE CUI01 PLAN D'IMPLANTATION MATERIELS Ech.1/100ème CUI02PLAN D'IMPLANTATION PRODUCTION FRIGORIFIQUE Ech.1/100ème CUI03PLAN DE REPERAGE DES PROTECTIONS MURALES Ech.1/200ème</p> <p>PLANS DE PRINCIPE ELECTRICITE COURANTS FORTS & FAIBLES EL.01BATIMENT A – PLAN DU RDC & R+1 Ech.1/100ème EL.02BATIMENTS B ET E – PLAN DU VD-RDC Ech.1/100ème EL.03BATIMENTS B ET E – PLAN DU R+1 Ech.1/100ème EL.04BATIMENTS C ET D – PLAN DU RDC - R+1 Ech.1/100ème EL.05BATIMENT F – PLAN DU VD – RDC-R+1-R+2 Ech.1/100ème</p> <p>PLANS DE PRINCIPE PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION PCV.01BATIMENT A – PLAN DU RDC - R+1 Ech.1/100ème PCV.02BATIMENTS B ET E – PLAN VS-RDC Ech.1/100ème PCV.03BATIMENTS B ET E – PLAN R+1-R+2 Ech.1/100ème PCV.04BATIMENTS C ET D – PLAN DU RDC & R+1 Ech.1/100ème PCV.05BATIMENT F – PLAN VS-RDC-R+1-R+2 Ech.1/100ème SR.01bSYNOPTIQUE DES REGULATIONS BATIMENTS E & F S/ST.01bSCHEMA DE PRINCIPE – SOUS-STATIONS CHAUFFAGE SV.01SCHEMA DE PRINCIPE – VENTILATION MECANIQUE</p> <p>PLANS DE PRINCIPE RESEAUX DIVERS RD.01RESEAUX DIVERS EXISTANTS Ech.1/300ème RD.02RESEAUX DIVERS A DEPOSER Ech.1/300ème RD.03RESEAUX DIVERS PROJETE Ech.1/300ème</p> <p>PLAN DE PRINCIPE EQUIPEMENTS SCENIQUES SCEN.01BATIMENT F – R+1 – R+2 Ech.1/100ème</p>

GA- Autres pièces graphiques

GA1	Dossier géomètre RENFERT & VENANT Janvier-18 Plans masse, plans de niveaux, de façade, et coupes - format .DWG
GA2	PLAN ENGIE réseau extérieur ind C du 04.12.2020

B- Autres pièces

B1	Rapport diagnostic accessibilité ACCESMETRIE Janvier-09 Format PDF
B2	PV Commission de sécurité 2014-2017-2021 Format PDF
B3	Plans d'archive Format PDF
B4	DOE chauffage
B5	PLAN ENGIE rés ext ind C du 04.12.2020
B6	Planning des travaux – OPC – OTCI – janv 2024
B7	Plan général de coordination – CSPS janv 2024
B8	Dossier SSI
B9	Rapport Initial de Contrôle Technique - Bureau Veritas – janv 2024
B10	Reportage photo avant travaux
B11	Arrêté Ville de Carrière sur Seine sur le bruit

C- Cahiers des Charges Régionales et Pièces écrites générales

C1	Charte graphique Logo Région IDF
C2	Charte signalétique
C3	Charte graphique régionale
C4	Câblages
C5	Programme de sureté des lycées
C6	Charte chantier
C7	Exigences technique chauffage ventilation RIF
C8	Référentiel accessibilité

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
R- Documents réglementaires	
R1	Règles du PLU : PLU et Plan de zonage Mairie de Carrières-sur-Seine Février 2014
P- Permis de construire	
P1	Arrêté de délivrance du permis de construire valant permis de démolir et prescription– Format *PDF
P2	Arrêté de délivrance du permis de construire bâtiment démontables - Format PDF
P3	ESSP
P4	Permis de construire – Format *PDF
D- Diagnostics	
D1	Rapport géotechnique G2 AVP GAIDF 21/02/18 Rapport géotechnique G5 + G2 AVPGAIDF 23/11/20 Rapport géotechnique G2 PRO GAIDF 23/08/21
D2	PRELEVEMENTS ET ANALYSES GAIDF 30/09/2020 Diagnostic pollution GAIDF 21/02/2018
D3	DIAGNOSTIC ET CAPACITE PORTANTE DES STRUCTURES - Structure et Réhabilitation 31/07/2019 DIAGNOSTIC ET CAPACITE PORTANTE DES STRUCTURES - Structure et Réhabilitation 05/07/2019 RECONNAISSANCE PLANCHER HAUT CDI Sixence 25/09/2020 Reconnaissance des structures Bat F Quardina 23/11/2023
D4	Rapports de diagnostic amiante : Rapport de diagnostic amiante ARCALIA 31/12/1998 Pré-rapport de mission de repérage EXPERTAM 26/12/2018 Rapport de mission de prélèvement sur les enrobés EXPERTAM 22/01/2019 Rapport de mission de repérage des HAP EXPERTAM 22/01/2019 DTA EXPERTAM 22/03/2017 DTA BIOGOUJARD 07/04/2010 DTA GEODEM 2020 -2022 -2023
D5	Rapport de diagnostic de sécurité incendie SI PREV Juillet-19
D6	Rapport de diagnostic VRD, fluides et réseaux B3E Juillet-19
D7	Rapport diagnostic couverture AKILA Sept 2019 Rapport diagnostic ligne de vie Rincet juin 2023 Rapport diagnostic clos et aménagement intérieur AKILA juin 2019
D8	Diagnostic environnemental INDIGO mai 18
D9	Diagnostic acoustique SLAM 04/08/2020
D10	Audit énergétique ERESE avril 2021
D11	Diagnostic réseaux intérieurs – BE3 Mars 2021

2) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : ☐ oui ☒ non

3) Modalités de communication avec les candidats durant toute la procédure


Les candidats sont avisés que l'unique moyen de communication susceptible d'être utilisé par la Région dans le cadre de cette consultation est l'e-mail (via la plate-forme Maximilien).

Avant la remise des plis, la faculté pour les candidats de poser des questions sur la présente consultation leur est ouverte jusqu'à 9 jours calendaires avant la date limite de remise des offres : il leur sera répondu au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Article X – Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront **entièrement rédigées en langue française**. Elles devront obligatoirement être présentées dans une enveloppe unique contenant les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre, dans les conditions prévues à l'article XIII du présent règlement.

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le DUME. Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et


aux capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME  n'apparaît pas.

Des informations concernant le DUME sont disponibles en annexe III au présent règlement de consultation.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV), seront utilisées strictement pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation.

A) Documents relatifs à la candidature

1° - Document d'identification

☒  ou la **lettre de candidature dûment remplie** (sur le modèle figurant dans le formulaire [DC 1](#)) **et comprenant la déclaration sur l'honneur** (relative aux interdictions de soumissionner) conforme à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

« Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail »

2° - Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats

A. Aptitude

- ☒ Inscription sur un registre professionnel pertinent (fournir un récépissé de déclaration d'activité)
- ☒ Inscription sur un registre du commerce (fournir un récépissé de déclaration d'activité)

B. Capacité économique et financière

- ☒ Chiffre d'affaires annuel général sur les 3 derniers exercices disponibles
- ☒ Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité sur les 3 derniers exercices disponibles
- ☒ Création de l'opérateur économique
- ☒ Assurance contre les risques professionnels
- ☒ Chiffre d'affaires annuel minimal :

Chiffre d'affaires annuel dans le domaine concerné par le marché sur les exercices de 2021,2022,2023 ≥ 35 000 000 €HT

- Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou par domaine d'activité) ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.

C. Capacité technique et professionnelle

- ☒ Description des principaux travaux fournis antérieurement sur les 5 dernières années
- ☒ Titres d'études et professionnels
- ☒ Effectifs moyens annuels sur les 3 dernières années

- ☒ Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique qui seront utilisés pour l'exécution du marché

D. Dispositifs d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale



- ☒ Détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité

CORPS D'ETAT	CERTIFICATIONS PAR CORPS D'ETAT (OU EQUIVALENT)
	<u><i>Sauf mention contraire, les certifications énumérées ci-dessous sont des certifications QUALIBAT</i></u>
INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES	Sans objet
DESAMIANPAGE	1552 - Désamiantage et encoffrement amiante SS3 Formation SS4 - Intervention sur matériaux amiante, Risque amiante
RESTRUCTURATION - GROS-ŒUVRE – MACONNERIE	1111 - Démolition - Déconstruction (technicité courante) 1311 - Terrassements - fouilles (technicité courante) 1321 - Canalisation - assainissement (technicité courante) 2112 - Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée) 2212 - Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée) 7122 - Isolation thermique par l'intérieur
CHARPENTE – COUVERTURE	2301 - Fourniture et pose de charpente traditionnelle, en bois lamellé-collé et structure bois 2411 - Constructions et structures métalliques (technicité courante) 3152 - Couverture en métaux sauf plomb (technicité confirmée)
ETANCHEITE	3211 - Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité courante) 3292 - Toitures terrasses spécialisées végétalisées (technicité confirmée)
RAVALEMENT - BARDAGE	3811 - Parois en bardages simples (technicité courante) 7132 - Isolation thermique par l'extérieur (technicité confirmé)
MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS	3521 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité confirmée) 3712 - Fourniture et pose de façades-rideaux métalliques (technicité confirmée) 4511 - Fourniture et pose volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garage et porte sectionnelles
METALLERIE	4411 - Serrurerie-métallerie (technicité courante) 4441 - Clôtures métalliques

CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS	4132 - Plaques de plâtre (technicité confirmée)
	4211 - Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobile
	6612 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée)
MENUISERIES INTERIEURES - MOBILIERS FIXES	4322 - Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (technicité confirmée)
REVETEMENTS DE SOLS DURS - FAIENCE	6312 - Carrelages - revêtements - mosaïques (technicité confirmée)
	6323 - Carrelages - Travaux d'étanchéité
REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	6223 - Revêtements résilients (PVC, caoutchouc, linoléum et assimilés (technicité supérieure)
PEINTURE	6111 - Peinture et ravalement (technicité courante)
RESEAUX DIVERS	1321 - Canalisations d'assainissement
<u>ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES</u>	MGTI Classe 3 : 9 à 19 exécutants (ET,EC,RGE,IRVE) CF3 Classe 3 : 9 à 19 exécutants (FO, CO) SPV2 Classe 2 : 4 à 8 exécutants (RGE)
<u>PLOMBERIE - CVC - PAILLASSES</u>	5112 – Installations de Plomberie – Sanitaire 5121 – Installations de Réseaux de Fluides Spéciaux 5213 – Installations de Chauffage 5252 – Installations de Distribution de Chauffage avec CTA 5312 – Installations de VMC 5322 – Installations de Désenfumage Mécanique 5511 – Installations de Systèmes de GTB
<u>EQUIPEMENTS DE CUISINE</u>	QUALICUISINES 1234567 D5e
<u>APPAREILS ELEVATEURS</u>	Attestation en cours de validité émanant de la Fédération des Ascenseurs ET/OU Système d'assurance qualité ISO sous surveillance périodique d'un organisme notifié par les instances européennes
<u>EQUIPEMENTS SCENIQUES</u>	4 références équivalentes similaires
<u>BATIMENTS PROVISOIRES</u>	Expériences similaires

<u>AMENAGEMENTS PAYSAGES</u>	FNTP 2342 : Couche de forme en matériaux rapportés FNTP 321- 331 - 322 - 341 - 344 - 345 - 346 : Chaussées urbaines assises et chaussées FNTP 3421 : Revêtements en matériaux enrobés - enrobés classiques FNTP 346 : Pose de bordures et caniveaux FNTP 371 : Mise en œuvre de produits de marquage routier QUALIPAYSAGE : Aménagements paysagers - statut spécialisé
<u>FAUTEUILS FIXES</u>	4311 - Fabrication et pose de menuiserie en bois (technicité courante)

- **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation.

- **La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;**
- **En application de l'article R. 2143-12 du Code de la commande publique, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.**

Si le candidat répond via le DUME et décide de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.

B) Documents relatifs à l'offre

- Acte d'engagement et ses annexes :

-

- o Annexe 1 : Acte spécial de sous-traitance
- o Annexe 2 : Garantie à première demande garantissant le remboursement d'une avance (en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique)
- o Annexe 3 : Garantie à première demande - retenue de garantie (en application des articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique)
- o Annexe 4 : Acceptation du calendrier prévisionnel provisoire d'exécution
- o Annexe 5 : Protection des données personnelles

- Décomposition du prix global et forfaitaire :

La DPGF devra être présentée sur le cadre fourni dans le dossier de consultation, complétée et en version informatique au format « Excel ».

Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire est contractuel uniquement pour les prix unitaires qui y sont indiqués. Il est précisé que les quantités indiquées dans les cadres de décomposition mis à la disposition des entreprises sont indicatives et peuvent être modifiées si, après vérifications par celles-ci, des quantités différentes leur semblent plus adaptées à la réalisation des prestations. Par ailleurs, au cas de marchés passés pour prestations similaires, les lignes de prix de cette DPGF serviront de base à la renégociation.

- L'indication de la part de marché que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter
- L'attestation de visite de site
- Mémoire justificatif et technique

Le mémoire justificatif et technique comprendra les dispositions adoptées par le candidat permettant d'apprécier la fiabilité de l'offre et l'adéquation au marché des solutions proposées et

comportera obligatoirement une description de l'opération. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. Il sera obligatoirement rédigé en trois parties selon la décomposition suivante :

I. METHODE DE REALISATION DES TRAVAUX – RESPECT DU CALENDRIER

Programme d'exécution, détail de la planification des tâches
Respect du calendrier de l'opération
Proposition d'un planning d'exécution en fonction du calendrier de l'opération
Présentation de la courbe d'effectifs
Présentation des capacités à renforcer les moyens afin de prévenir ou résorber les retards
Organisation et description des fonctions de chaque intervenant
Moyens humains dédiés à l'encadrement de l'opération
Encadrement du chantier dans les différentes phases du chantier
Prise en compte des travaux en site occupé
Organisation et méthode de réalisation des travaux
Méthode de réalisation des études d'exécution pour la synthèse
Mesures relatives à l'organisation des opérations préalables aux réceptions : moyens, organisation et délais d'intervention après apparition de désordres lors du délai de parfait achèvement

II. ORGANISATION DE LA SECURITE – INSTALLATIONS DE CHANTIER (RESPECT DES CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE)

Plan détaillé d'installation de chantier, gestion des accès, baraquements
Interphase avec tous les intervenants du chantier
Prise en compte des relations avec les différents services : forces de l'ordre, mairie, département, agglomération, SDIS, transport urbain, concessionnaires, etc.
Organisation et moyens affectés à l'installation de chantier, prise en compte du phasage, moyens d'astreinte et gardiennage du chantier
Zone de stockage, gestion des interfaces
Nettoyage : moyens et fréquence
Principes d'organisation pour l'analyse des risques de l'exécution des travaux
Procédures mises en place pour assurer la sécurité

III. TECHNIQUES, PERFORMANCES, PRISE EN COMPTE DE LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Note méthodologique par corps d'état avec technicité spécifique au projet
Prise en compte de l'aspect environnemental du projet
Plan d'assurance qualité environnementale du chantier (chantier vert, gestion de l'eau et des déchets)
Prise en compte des relations avec les différents services : forces de l'ordre, mairie, département, agglomération, SDIS, transport urbain, concessionnaires, etc..

NB : Le candidat ne doit pas remettre en accompagnement de son offre le CCAP, le CCTP, ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

Délai minimum de validité des offres : 8 mois* à compter de la date limite de réception des offres.

*Le délai se compte de date à date : il s'achève le même jour que celui du départ mais d'un autre mois (le dernier du délai). Si le dernier jour du délai n'existe pas (30 février, 31 juin, etc.), il est prolongé au premier jour du mois suivant (ex : délai de 4 mois à compter du 31/10/2021= 01/03/2022) .

Cohérence de l'offre

Toute anomalie ou insuffisance qui apparaîtrait au soumissionnaire dans le cahier des charges ou l'exécution prévue, ainsi que toutes erreurs ou omissions dans les quantités prévisionnelles, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations (enchaînement des tâches entre lots, prestations manquantes ou redondantes entre plusieurs lots telles que décrites dans la consultation), tant du lot du titulaire que des autres lots, doivent être signalées, au plus tard, à la remise de l'offre. A l'échéance du délai, l'entrepreneur est réputé avoir vérifié et accepté le dossier de consultation et ne pourra se prévaloir de telles erreurs lors de l'exécution du marché.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global et forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global et forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Informations relatives à la protection des données individuelles

Les données renseignées dans l'offre du candidat doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de son objectif à savoir répondre au marché public lancé par la Région Ile-de-France. Ces informations doivent en outre être objectives, licites, exactes et complètes. Il convient d'éviter toute appréciation personnelle ou jugement de valeur, ainsi que tout commentaire portant sur le comportement ou les traits de caractère d'une personne. Que les informations vous concernent ou concernent d'autres personnes, les données relatives à la santé, à la religion, aux opinions politiques, syndicales et philosophiques, aux origines ethniques, ainsi qu'aux sanctions et condamnations ne doivent pas être renseignées dans l'offre du candidat.

Article XI – Critères de sélection des candidatures

Sont éliminés, les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière ou les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

Article XII – Critères d’attribution

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, la Région peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Conformément à l'article R. 2152-2 du Code précité, la Région peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres, sans en modifier les caractéristiques substantielles, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction :

☒ des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération	Sous-critères	Pondération
1) Prix global et forfaitaire des travaux	60 %	Sans objet	
2) Valeur technique appréciée au vu du mémoire technique	40 %	I - METHODE DE REALISATION DES TRAVAUX – RESPECT DU CALENDRIER	20 %
		II – ORGANISATION DE LA SECURITE – II INSTALLATIONS DE CHANTIER (RESPECT DES CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE)	10 %
		III – TECHNIQUES, PERFORMANCES, PRISE EN COMPTE DE LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE	10 %

Pour le critère Prix, les notes sont calculées selon la formule suivante :

Note de l'offre à noter = (Prix de l'offre moins disante acceptable régulière / Prix de l'offre à noter) x Note maximale

Pour le critère Valeur technique, en cas de pluralité d'offres, le candidat qui obtient la meilleure note se verra attribuer la note maximale allouée à ce critère. Les notes des autres candidats seront recalculées selon la formule suivante :

Note définitive de l'offre à noter = (Note initiale de l'offre à noter / Note initiale de l'offre ayant obtenu la note la plus élevée) x Note maximale

Article XIII – Modalités de remise des plis

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis **obligatoirement par voie électronique**.


Les plis remis (ou dont l'avis de réception ou de transmission électronique est délivré) après la date et l'heure limites fixées pour le présent règlement, ainsi que les plis contenant un virus, ne sont pas retenus. Ils sont alors détruits.

1) Dépôt du pli électronique

Les entreprises souhaitant se porter candidates doivent faire parvenir leur pli via la plateforme Maximilien. Les plis envoyés par télécopie et par e-mail ne seront pas acceptés.

Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son numéro de SIRET et s'identifier. Un candidat ne peut déposer un pli pour le compte d'un autre candidat.

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur "Répondre à la consultation" (Onglet « Dépôt »)
 - Transmettre votre réponse électronique :
 - Avec DUME 
 - Renseigner votre DUME en ligne et joindre vos documents **ou** fournir votre DUME en pièce libre
 - Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre
 - Sans DUME
 - Joindre l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre
 - Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider »
- Se reporter à l'annexe II du présent règlement de la consultation pour des informations sur la dématérialisation et les différentes recommandations quant au dépôt des plis électroniques.

2) Copie de sauvegarde

Le candidat pourra également faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou bien sur support papier. **La copie de sauvegarde doit également être réceptionnée avant la date et l'heure limites de remise des offres.**

- Sur support papier : le dossier devra comprendre les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre.
- Sur support électronique : le dossier devra comprendre les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre.

Cette copie de sauvegarde devra être transmise sous pli scellé et comporter la mention suivante :

« Copie de sauvegarde.
Nom du candidat
" Appel d'offres ouvert n°2400098– Marché de travaux pour la restructuration du lycée Les Pierres
Vives à Carrières-sur-Seine (78) " »

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessous :

**ILE-DE-FRANCE CONSTRUCTION DURABLE
8, boulevard Victor Hugo
93400 Saint-Ouen-sur-Seine**

A l'attention de Mme Carine NICOLAS

Horaires de réception des plis : de 9H à 12H et de 14H à 16H, du lundi au vendredi.

En cas de rejet de la candidature, la copie de sauvegarde sera détruite sans être ouverte.

Article XIV – Formalités à accomplir pour le seul attributaire (candidat individuel ou en groupement) et le cas échéant les sous-traitants

1) Signature de la candidature et de l'offre

Le candidat proposé à l'attribution du marché est sollicité pour **signer sa candidature** (déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, attestation de mise à disposition de moyens de tiers, le cas échéant) **et son offre** (acte d'engagement et, le cas échéant, réponse(s) aux demandes de précisions) manuscritement conformément aux prescriptions suivantes :

- **Sont fournis, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal.**
- En cas de mise à disposition de moyens en application de l'article R. 2142-3 du Code de la commande publique, sera produite l'attestation signée en bonne et due forme par l'opérateur mettant ses moyens à disposition de l'attributaire.
- En cas de groupement d'opérateurs, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature ou l'offre de l'attributaire, est à fournir la déclaration de sous-traitance, suivant le modèle annexé au présent règlement, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant).

2) Remise des documents suivants par le candidat individuel ou chaque membre du groupement et par chacun des sous-traitants déclarés dans la candidature et/ou l'offre :

- a) Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L. 241-1 du Code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L. 243-2 du Code des assurances ainsi que toute assurance mentionnée dans le cahier des charges
- b) Les **preuves relatives aux interdictions de soumissionner** conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique (les documents fournis doivent être datés au plus près de la date de la demande) :

- **Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts** listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat <http://www.impots.gouv.fr/> (la situation est appréciée au dernier jour du mois précédant la demande de délivrance de l'attestation) :

- L'impôt sur le revenu ;
- L'impôt sur les sociétés ;
- La taxe sur la valeur ajoutée.

- **Certificat délivré pour le paiement des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale : (certificat prévu à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, également dénommé « attestation de vigilance ») : [Obtenir une attestation - Urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)**

Ce certificat doit dater de moins de 6 mois et doit être fourni tous les 6 mois au cours de l'exécution du marché.

- **Certificat attestant du versement des cotisations aux caisses assurant le service des congés payés et du chômage intempéries** : www.cnetp.fr (espace sécurisé adhérents/rubrique documents téléchargeables/attestation de marché)

NB : Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Lorsque le candidat ou cotraitant est en **redressement judiciaire** : **copie du ou des jugements** prononcés. A noter que pour être attributaire, l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché doit être prouvée.
- Pour la gestion financière et comptable du marché : **un RIB**

- **Le numéro unique d'identification SIREN du candidat.**

En cas d'impossibilité technique d'accéder, par l'intermédiaire du système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, la Région pourra demander un extrait Kbis.

- Le cas échéant, **la liste nominative des travailleurs étrangers employés** pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Lorsque l'**employeur cocontractant est établi hors de France**, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R. 1263-12 du Code du travail) :
 - a) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
 - b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une **déclaration sous serment** ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une **déclaration solennelle** faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Il est joint une **traduction en français** des documents rédigés dans une autre langue remis en application du présent article.

En application de l'article R. 2143-15 du Code de la commande publique, l'attributaire peut remettre, en remplacement de tout ou certaines de ces pièces, un certificat d'inscription délivré par l'autorité compétente ou le certificat délivré par l'organisme de certification compétent. Ces certificats indiquent les références ayant permis l'inscription sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification sur cette liste.

3) Remise du questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

La Région Île-de-France, largement engagée dans la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et bénéficiant du label l'AFNOR sur cette thématique, souhaite sensibiliser ses fournisseurs et les associer dans une démarche d'amélioration continue en matière de lutte contre les discriminations et de promotion pour l'égalité Femmes-Hommes. À ce titre, la Région demande aux attributaires, dans un but de sensibilisation et d'incitation, de remplir un questionnaire sur leurs pratiques en matière de non-discrimination et de promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

ANNEXE I

Attestation de visite sur site (à joindre le cas échéant par le candidat, avec son offre)

Dans le cadre du marché de travaux n°2400098, ayant pour objet l'extension de capacité du Lycée Les Pierres Vives à Carrières-sur-Seine (78)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

la société....., représentée par
M/Mme..... a accompli la visite sur site prévue à l'article VIII 4) du présent
règlement, accompagnée de M/Mme....., représentant la Région Île de
France ou son mandataire, le de ...h... à ...h... .

Fait en deux exemplaires originaux, à, le

Pour la Région :
ILE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE



Pour la société :



1) Maximilien, profil d'acheteur de la Région

Le profil acheteur de la Région est disponible à cette adresse : <https://marches.maximilien.fr>

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

Les candidats sont avisés que les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Ils veillent à respecter :

- Les conditions d'utilisation : <https://marches.maximilien.fr/?page=commun.ConditionsUtilisation&calledFrom=entreprise>
- Les prérequis techniques de la plateforme : https://marches.maximilien.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2
- Les documents et informations complémentaires disponibles à la rubrique « Aide » : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

En cas de problème sur la plateforme, vous pouvez joindre la hotline via :

- L'assistance en ligne depuis la plateforme disponible depuis cette page : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide#>
- Le numéro d'assistance (ligne "hotline") : 01 76 64 74 08

Suivre les évolutions de la consultation

Les soumissionnaires doivent choisir le mode de téléchargement du document de consultation des entreprises souhaité :

- Téléchargement en mode identifié **[recommandé]** : vous serez tenus informé en cas de modification de la consultation et de réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées.
- Téléchargement en mode anonyme : Vous ne serez pas tenu informé en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées.

Soyez particulièrement attentif à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse sera celle utilisée pour informer des éventuelles modifications du DCE et des réponses aux questions des candidats en cours de publicité. La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du soumissionnaire.

Communication et échanges d'informations par voie électronique

Les candidats sont responsables du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (redirection automatique, utilisation d'anti-spam...) et doivent s'assurer que les messages envoyés par le portail Maximilien, notamment par l'adresse « nepasrepondre@maximilien.fr », ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

De manière générale, il incombe aux candidats une obligation de vigilance consistant en particulier à prendre connaissance de l'ensemble des messages qui leur seraient envoyés, quels que soient les moyens de communication utilisés, et de veiller à répondre dans les formes et délais impartis.

2) Dépôt d'un pli électronique : recommandations

Nous vous invitons à effectuer vos tests de configuration avant de remettre vos offres par voie électronique, notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique. Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Si certaines pièces de la candidature sont mises à disposition dans un coffre-fort entreprise (par exemple celui du portail Maximilien), s'assurer de la validité des pièces et indiquer les modalités d'accès.

Transmettre votre réponse électronique avec DUME



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée, préremplie grâce à votre numéro SIRET et au programme « Dites-le nous une fois ». **Le règlement de consultation identifie les informations que DUME prend en charge.**

Le candidat peut répondre :

- via le formulaire en ligne de candidature DUME conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#).

Un guide est téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

Une fois le formulaire complété, des pièces complémentaires peuvent être transmises.

Ce formulaire peut être envoyé en amont des autres documents exigés dans la consultation, notamment en cas de groupement, pour permettre aux autres candidats du groupement de valider leur formulaire. Une fois le formulaire envoyé, il est possible de le modifier. Seul le dernier envoi sera pris en compte.

Dépôt de l'offre

Les candidats doivent joindre les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre dans la section « Pièces de la réponse ». Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc/.rtf/.pdf /.xls ou tableur/ image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

En tout état de cause, pour que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas), il convient de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge du candidat. En cas de détection d'un programme informatique malveillant, l'offre ne peut être acceptée qu'en cas de transmission d'une copie de sauvegarde dans les conditions définies au présent règlement de consultation.

Valider le dépôt

Pour valider le dépôt de son pli, le candidat doit accepter les conditions d'utilisation et cliquer sur "Valider". Un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant foi.

ANNEXE III Liste des pièces du DCE

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
A- Documents administratifs	
A0	Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none"> • Annexe I : Attestation de visite sur site • Annexe II : Dématérialisation des procédures • Annexe III : Liste des pièces
A1	Cadre d'acte d'engagement (AE)– format *PDF <ul style="list-style-type: none"> • Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance • Annexe 1B : Engagement relatif à l'insertion • Annexe 2 : Garantie à première demande garantissant le remboursement d'une avance • Annexe 3 : Garantie à première demande - Retenue de garantie • Annexe 4 : Acceptation du calendrier prévisionnel d'exécution • Annexe 5 : Calendrier général d'exécution
A2	Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) – format *PDF
A3	Cadre des décompositions de prix global et forfaitaire (DPGF) – format *XLS
PT- Pièces écrites	
PT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ NOTICE DE PRESENTATION – LYCEE ▪ NOTICE DE SECURITE – LYCEE ▪ NOTICE DE SECURITE – BD ▪ NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES – LYCEE ▪ NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES – BD ▪ NOTICE ACOUSTIQUE ▪ NOTICE FONCTIONNELLE DEMI-PENSION ▪ NOTICE STRUCTURE ▪ NOTICE TECHNIQUE VDI avec tableau des points d'accès par local ▪ ETUDES D'ECLAIRAGE ARTIFICIEL ▪ BILAN DE PUISSANCE ELECTRIQUE ▪ NOTE DE PRE-DIMENSIONNEMENT CUVE EP POUR BLOC SANITAIRES CREEES ▪ NOTE DE PRE-DIMENSIONNEMENT BASSIN DE RETENTION EP ▪ MISSION ES – QE : <ul style="list-style-type: none"> ○ NOTICE ENVIRONNEMENTALE ○ CHARTE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES ○ EVALUATION DES COUTS ENTRETIEN ET MAINTENANCE ○ ANNEXES : <ul style="list-style-type: none"> CALCUL CARBONE E+C- AVEC LA FICHE RECAP CALCULS FACTEUR LUMIERE JOUR (FLJ) ET AUTONOME LUMINEUSE CALCUL RT 2012 AVEC FICHE RECAP SIMULATION THERMIQUE DYNAMIQUE (STD) ▪ CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES (C.C.T.P) <ul style="list-style-type: none"> CE n°00 – PRESCRIPTIONS GENERALES TCE CE n°01 – INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES CE n°02 – DESAMANTAGE CE n°03 – RESTRUCTURATION – GROS ŒUVRE – MAÇONNERIE CE n°04 – CHARPENTE - COUVERTURE CE n°05 – ETANCHEITE CE n°06 – RAVALEMENT - BARDAGE CE n°07 – MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS CE n°08 – METALLERIE CE n°09 – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS CE n°10 – MENUISERIES INTERIEURES – MOBILIER FIXES CE n°11 – REVETEMENTS DE SOLS DURS - FAIENCES CE n°12 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES CE n°13 – PEINTURE CE n°14 – RESEAUX DIVERS CE n°15 – ELECTRICITE – COURANTS FORTS & FAIBLES CE n°16 – PLOMBERIE – CVC - PAILLASSES CE n°17 – EQUIPEMENTS DE CUISINE CE n°18 – APPAREILS ELEVATEURS CE n°19 – EQUIPEMENTS SCENIQUES CE n°20 – BATIMENTS PROVISOIRES

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
	CE n°21 – AMENAGEMENTS PAYSAGERS CE n°22 – FAUTEUILS ▪ PHASAGE DES TRAVAUX - PRINCIPE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ▪ TABLEAU COMPARATIF DES SURFACES PROGRAMME / PROJET
PGA- Pièces graphiques architecturales	
PGA	PLANS GENERAUX - ETAT EXISTANT 1.0PLAN DE SITUATION & PLAN DE MASSE Ech.1/1250ème & 1/1000ème 2.0CARNET DE PLANS (RDC, ETAGE & TOITURE) Ech.1/500e & 1/200e 2.1CARNET DE FACADES & COUPESEch.1/200ème PLANS GENERAUX - ETAT PROJETE 3.0PERSPECTIVES DU PROJETEch.sans 4.0 PLAN DE MASSEch.1/500ème 5.0BATIMENT A – PLAN DU RDCEch.1/100ème 5.1BATIMENT B – PLAN DU RDCEch.1/100ème 5.2BATIMENT C – PLAN DU RDCEch.1/100ème 5.3BATIMENTS AB – PLAN DU 1ER ETAGEEch.1/100ème 5.4BATIMENT C – PLAN DU 1ER ETAGEEch.1/100ème 6.0 BATIMENT A – CARNET DES FACADESEch.1/100ème 6.1BATIMENT B – CARNET DES FACADESEch.1/100ème 6.2BATIMENT C – CARNET DES FACADESEch.1/100ème 6.3BATIMENT C – CARNET DES COUPESEch.1/100e & 1/20e 6.4BATIMENT A – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONSEch.1/150e 6.5BATIMENT B – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONSEch.1/150e 6.6BATIMENT C – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONSEch.1/150e 7.0BATIMENT A – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLSEch.1/200ème 7.1BATIMENT B – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLSEch.1/200ème 7.2BATIMENT C – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLSEch.1/200ème 7.3BATIMENTS ABC – CARNET DES DETAILSEch.- 8.0BATIMENT E – PLAN DU RDC ET DU SOUS-SOLEch.1/100ème 8.1BATIMENT E – PLAN DU 1ER & DU 2E ETAGEEch.1/100ème 8.2BATIMENT E – FACADES & COUPE CCEch.1/100ème 8.3BATIMENT E – COUPES AA & BBch.1/50ème 8.4BATIMENT E – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLSEch.1/200ème 8.5BATIMENT E – CARNET DES DETAILSEch.1/50e & 1/20e 8.6BATIMENT E – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONSEch.1/150e 9.0BATIMENT F – PLAN DU SOUS-SOLEch.1/200ème 9.1BATIMENT F – PLAN DU RDCEch.1/100ème 9.2BATIMENT F – PLAN DU 1ER ETAGEEch.1/100ème 9.3BATIMENT F – PLAN DU 2 EME ETAGEEch.1/100ème 9.4BATIMENT F – FACADESEch. 1/100ème 9.5BATIMENT F – COUPESEch.1/50ème 9.6BATIMENT F – CARNET DES REVETEMENTS PLAFONDS, MURS & SOLSEch.1/200ème 9.7BATIMENT F – CARNET DES DETAILSEch.- 9.8BATIMENT F – NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES & OCCULTATIONSEch.1/150e 10.0BATIMENTS A à F – PLAN DE TOITUREEch.1/200ème 11.0BATIMENTS PROVISOIRES CARNET DES PLANS, COUPES & FACADESEch.1/100ème 12.0CARNET DE LA SIGNALETIQUEEch.- 13.0CARNET DE PHOTOGRAPHIES DU CHANTIER DU BATIMENT FEch.- PLANS D'AMENAGEMENTS EXTERIEURS EXT 1.1ETAT EXISTANT – PLAN ETAT DES LIEUXch.1/250ème EXT 1.2ETAT PROJETE – PLAN TRAVAUX PRELIMINAIREEch.1/250ème EXT 1.3ETAT PROJETE – PLAN DE NIVELLEMENT-RETVETEMENTS DE SOLS-ARROSAGE Ech.1/250ème EXT 1.4PLAN PROJETE – PLAN DE PLANTATION - MOBILIEREch.1/250ème EXT 2.1AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 1Ech.1/100ème EXT 2.2AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 2Ech.1/100ème EXT 2.3AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 3Ech.1/100ème EXT 2.4AMENAGEMENTS EXTERIEURS - COUPE 4Ech.1/100ème CARNET DES PLANS DE PRINCIPE STRUCTURE : ST01PLAN DE SITUATIONEch.1/500ème ST02BATIMENT A – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPESEch.1/200e & 1/50e ST03BATIMENT B – FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPESEch.1/200e & 1/50e ST0BATIMENT C – FONDATIONS, COFFRAGES, COUPES, DALLAGEEch.1/200e & 1/100e STBATIMENT E1 – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILS Ech.1/150e & 1/50e ST06BATIMENT E2 – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILSEch.1/150e à 1/50e ST07BATIMENT F – FONDATIONS, COFFRAGES, CHARPENTE, COUPES, DETAILSEch.1/150e à 1/50e ST08PASSERELLE E2 - FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPES, DETAILSEch.1/100e & 1/50e ST09PASSERELLE & GALERIE DE LIAISON F - FONDATIONS, COFFRAGES, ELEVATIONS, COUPES, DETAILSEch.1/100ème ST10AMENAGEMENTS DU PARVIS – ABRIS VELO - AUVENTEch.1/100ème ST11BATIMENTS PROVISOIRES BLOCS 1 & 2 - FONDATIONSEch.1/100ème FICHIERS DWG : ARCHITECTE/CUISINE/FLUIDES
PGT- Pièces graphiques techniques	

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
PGT	<p>PLANS DE PRINCIPE D'EQUIPEMENTS DE CUISINE CUI01 PLAN D'IMPLANTATION MATERIELS Ech.1/100ème CUI02PLAN D'IMPLANTATION PRODUCTION FRIGORIFIQUEEch.1/100ème CUI03PLAN DE REPERAGE DES PROTECTIONS MURALES Ech.1/200ème</p> <p>PLANS DE PRINCIPE ELECTRICITE COURANTS FORTS & FAIBLES EL.01BATIMENT A – PLAN DU RDC & R+1Ech.1/100ème EL.02BATIMENTS B ET E – PLAN DU VD-RDCEch.1/100ème EL.03BATIMENTS B ET E – PLAN DU R+1 Ech.1/100ème EL.04BATIMENTS C ET D – PLAN DU RDC - R+1Ech.1/100ème EL.05BATIMENT F – PLAN DU VD – RDC-R+1-R+2Ech.1/100ème</p> <p>PLANS DE PRINCIPE PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION PCV.01BATIMENT A – PLAN DU RDC - R+1Ech.1/100ème PCV.02BATIMENTS B ET E – PLAN VS-RDCEch.1/100ème PCV.03BATIMENTS B ET E – PLAN R+1-R+2Ech.1/100ème PCV.04BATIMENTS C ET D – PLAN DU RDC & R+1Ech.1/100ème PCV.05BATIMENT F – PLAN VS-RDC-R+1-R+2Ech.1/100ème SR.01bSYNOPTIQUE DES REGULATIONS BATIMENTS E & FEch.- S/ST.01bSCHEMA DE PRINCIPE – SOUS-STATIONS CHAUFFAGEEch.- SV.01SCHEMA DE PRINCIPE – VENTILATION MECANIQUEEch.-</p> <p>PLANS DE PRINCIPE RESEAUX DIVERS RD.01RESEAUX DIVERS EXISTANTS Ech.1/300ème RD.02RESEAUX DIVERS A DEPOSEREch.1/300ème RD.03RESEAUX DIVERS PROJETEEch.1/300ème</p> <p>PLAN DE PRINCIPE EQUIPEMENTS SCENIQUES SCEN.01BATIMENT F – R+1 – R+2Ech.1/100ème</p>
GA- Autres pièces graphiques	
GA1	Dossier géomètre RENFERT & VENANT Janvier-18- Plans masse, plans de niveaux, de façade, et coupes - format .DWG
GA2	PLAN ENGIE réseau extérieur ind C du 04.12.2020
B- Autres pièces	
B1	Rapport diagnostic accessibilité ACCESMETRIE Janvier-09 Format PDF
B2	PV Commission de sécurité 2014-2017-2021 Format PDF
B3	Plans d'archive Format PDF
B4	DOE chauffage
B5	PLAN ENGIE rés ext ind C du 04.12.2020
B6	Planning des travaux – OPC – OTCI – janv 2024
B7	Plan général de coordination – CSPS janv 2024
B8	Dossier SSI
B9	Rapport Initial de Contrôle Technique - Bureau Veritas – août 2021
B10	Reportage photo avant travaux
B11	Arrêté Ville de Carrière sur Seine sur le bruit
C- Cahiers des Charges Régionales et Pièces écrites générales	
C1	Charte graphique Logo Région IDF
C2	Charte signalétique
C3	Charte graphique régionale
C4	Câblages
C5	Programme de sureté des lycées
C6	Charte chantier
C7	Exigences technique chauffage vent RIF
C8	Référentiel accessibilité
R- Documents réglementaires	
R1	Règles du PLU : PLU et Plan de zonage Mairie de Carrières-sur-Seine Février 2014

Référence du document	INTITULÉ DU DOCUMENT
P- Permis de construire	
P1	Arrêté de délivrance du permis de construire valant permis de démolir et prescription– Format *PDF
P2	Arrêté de délivrance du permis de construire bâtiment démontables - Format PDF
P3	ESSP
P4	Permis de construire – Format *PDF
D- Diagnostics	
D1	Rapport géotechnique G2 AVP GAIDF 21/02/18 Rapport géotechnique G5 + G2 AVPGAIDF 23/11/20 Rapport géotechnique G2 PRO GAIDF 23/08/21
D2	PRELEVEMENTS ET ANALYSES GAIDF 30/09/2020 Diagnostic pollution GAIDF 21/02/2018
D3	DIAGNOSTIC ET CAPACITE PORTANTE DES STRUCTURES - Structure et Réhabilitation 31/07/2019 DIAGNOSTIC ET CAPACITE PORTANTE DES STRUCTURES - Structure et Réhabilitation 05/07/2019 RECONNAISSANCE PLANCHER HAUT CDI Sixence 25/09/2020 Reconnaissance des structures Bat F Quardina 23/11/2023
D4	Rapports de diagnostic amiante : Rapport de diagnostic amiante ARCALIA 31/12/1998 Pré-rapport de mission de repérage EXPERTAM 26/12/2018 Rapport de mission de prélèvement sur les enrobés EXPERTAM 22/01/2019 Rapport de mission de repérage des HAP EXPERTAM 22/01/2019 DTA EXPERTAM 22/03/2017 DTA BIOGOUJARD 07/04/2010 DTA GEODEM 2020 -2022 -2023
D5	Rapport de diagnostic de sécurité incendie SI PREV Juillet-19
D6	Rapport de diagnostic VRD, fluides et réseaux B3E Juillet-19
D7	Rapport diagnostic couverture AKILA Sept 2019 Rapport diagnostic ligne de vie Rincenct juin 2023 Rapport diagnostic clos et aménagement intérieur AKILA juin 2019
D8	Diagnostic environnemental INDIGO mai 18
D9	Diagnostic acoustique SLAM 04/08/2020
D10	Audit énergétique ERESE avril 2021
D11	Diagnostic réseaux intérieurs – BE3 Mars 2021